

Brochure n° 3198

**Convention collective nationale**

**IDCC : 29. – ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,  
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE À BUT NON LUCRATIF**

---

AVENANT DU 11 DÉCEMBRE 2009  
À L'ACCORD DU 21 JUIN 2005 RELATIF À L'OBLIGATION D'EMPLOI  
DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

NOR : *ASET1050362M*

---

Entre :

La Croix-Rouge française ;

La fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne  
privés à but non lucratif ;

Le syndicat national au service des associations du secteur social et  
médico-social ;

Le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but  
non lucratif,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats de services de santé et services  
sociaux CFTD ;

La fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale  
CFE-CGC ;

La fédération santé et sociaux CFTC ;

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT ;

La fédération des services publics et de santé FO ;

La fédération nationale de l'action sociale FO,

D'autre part,

Après avoir rappelé que :

Le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (ci-après SOP) a fait état par courrier du 13 octobre 2009 au président de l'association OETH de son souhait d'adhérer à l'accord relatif à l'emploi des travailleurs handicapés signé par la FEHAP, le SNASEA et la Croix-Rouge française,

les parties signataires de l'accord ont décidé de faire droit à cette demande.

Vu le code du travail et notamment les articles L. 2261-1, L. 2261-5, L. 5212-8, R. 5212-12 à R. 5212-18 et D. 2231-2,

le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (SOP) et les parties signataires de l'accord ont donc décidé de conclure le présent avenant portant modification du champ d'application professionnel de l'accord Croix-Rouge française - FEHAP-SNASEA relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (2006-2010) et agréé par arrêté en date du 20 décembre 2005.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (SOP), sis 11 *bis*, rue Eugène-Varlin, CS 60111, 75468 Paris Cedex 10, adhère à l'accord Croix-Rouge française - FEHAP-SNASEA relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (2006-2010).

### **Article 2**

En conséquence de l'article 1<sup>er</sup> du présent avenant portant adhésion, les dispositions de l'accord Croix-Rouge française - FEHAP-SNASEA relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (2006-2010) sont modifiées comme suit :

#### **Article 2.1**

Le paragraphe 9 de la page 2/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« L'accord de branche vise les actions engagées par les établissements et services de la Croix-Rouge française, les établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP en faveur des salariés bénéficiaires de la loi du 10 juillet 1987 modifiée, dans la limite du dispositif prévu dans le présent accord tant au plan technique que financier. »

## Article 2.2

Le paragraphe 11 de la page 2/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« L'accord de branche concerne les établissements et services de la Croix-Rouge française, les établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP dans leur fonction d'employeur qui ne saurait être confondue avec leur mission sanitaire, sociale ou médico-sociale. »

## Article 2.3

Le paragraphe 13 de la page 2/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« L'emploi des travailleurs handicapés se gère là où se gère l'emploi, c'est-à-dire dans les établissements et services de la Croix-Rouge française, les établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP. Il convient donc de provoquer les prises de conscience nécessaires à l'engagement accru des établissements ou des entreprises dans une politique active d'emploi des travailleurs handicapés. »

## Article 2.4

Le paragraphe 14 de la page 2/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Les travailleurs handicapés sont des salariés embauchés pour leur compétence et leur capacité de travail et non pour ou malgré leur handicap. Ils bénéficient donc des mêmes droits que l'ensemble des salariés des établissements et services de la Croix-Rouge française, des établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP, sous réserve des dispositions spécifiques les concernant prises en application des lois et règlements. Priorité sera donnée aux recrutements en contrat à durée indéterminée. »

## Article 2.5

Le paragraphe 2 de la page 3/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Le présent accord est applicable à l'ensemble des établissements et services de la Croix-Rouge française, des établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP, assujettis à la loi du 10 juillet 1987 modifiée. Les établissements et services de moins de 20 salariés bénéficient également des dispositions du présent accord. »

#### Article 2.6

Le paragraphe 4 de la page 3/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« En revanche, ne sont bénéficiaires des actions contenues dans le présent accord que les établissements et services de la Croix-Rouge française, les établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP, visés par le champ de l'accord. »

#### Article 2.7

Le paragraphe 9 de la page 4/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Pour consolider les résultats des trois premiers accords de branche, compte tenu du nombre prévisible de départs à la retraite de travailleurs handicapés sur la période 2006-2010, l'objectif est d'atteindre le nombre de 1 100 personnes supplémentaires en contrat à durée indéterminée. »

#### Article 2.8

Le paragraphe 4 de la page 5/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Le principe d'égalité de traitement conventionnel en matière de rémunération est retenu, après appréciation de la capacité de travail du travailleur handicapé. Les travailleurs handicapés ayant un abattement de salaire, compte tenu de la capacité de travail réduite, seront rémunérés suivant le salaire de la convention collective nationale de la FEHAP, du SNASEA, du SOP ou de la Croix-Rouge française au prorata de leur capacité et de leur temps de travail. Ils percevront, en outre, les aides prévues par les lois et règlements en vigueur. »

#### Article 2.9

Le paragraphe 5 de la page 5/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Le deuxième engagement est d'inciter les établissements à assurer 330 000 heures de formation durant la période de 5 ans retenue pour l'accord. L'Association obligation d'emploi des travailleurs handicapés apportera son concours au financement de la formation lorsque son versement sera sollicité conformément à ses plans d'action. »

#### Article 2.10

Le paragraphe 3 de la page 6/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Les établissements et services de la Croix-Rouge française, les établissements et services adhérant à la FEHAP, au SNASEA et au SOP seront des

terrains permanents de stages de découverte et de sensibilisation pour les travailleurs handicapés, et particulièrement : »

#### Article 2.11

Le paragraphe 4 de la page 7/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Une incitation à l'embauche de ces travailleurs handicapés sera créée ; ainsi l'établissement ou service de la Croix-Rouge française, l'établissement et service adhérent à la FEHAP, au SNASEA et au SOP qui embauchera un travailleur handicapé licencié pour motif économique par un autre établissement adhérent verra son décompte d'unités bénéficiaires majorés d'une unité supplémentaire, et ce pour une durée de 2 ans. »

#### Article 2.12

Le paragraphe 6 de la page 8/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« La reconversion professionnelle avec maintien dans l'établissement, dans un établissement de l'association ou dans un autre établissement de la Croix-Rouge française, de la FEHAP, du SNASEA ou du SOP ou, à défaut, hors secteur, est prise en charge par l'Association obligation d'emploi des travailleurs handicapés en partenariat avec le fonds d'assurance formation de la branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (UNIFAF). »

#### Article 2.13

Le paragraphe 7 de la page 8/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« En cas de réelle impossibilité de maintenir dans l'établissement ou dans un établissement de l'association ou dans un autre établissement de la Croix-Rouge française, de la FEHAP, du SNASEA ou du SOP le travailleur handicapé, faute de poste à pourvoir, une reconversion professionnelle pourra également être envisagée pour favoriser son insertion dans une autre structure. Dans ce cas, dès le début de la formation, une action sera immédiatement engagée auprès des organismes d'insertion spécialisés. »

#### Article 2.14

Le paragraphe 9 de la page 8/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Ces actions spécifiques contenues dans l'accord de branche seront financées par un fonds mutualisé, alimenté par les établissements et services assujettis de la Croix-Rouge française, les établissements et services adhérent à la FEHAP, au SNASEA et au SOP n'ayant pas rempli, en tout ou partie, leur obligation d'emploi. »

## Article 2.15

Les paragraphes 5 à 13 inclus de la page 9/11 de l'accord sont modifiés dans les conditions suivantes :

« Le comité de l'accord est paritaire. Il comprend au plus 20 membres titulaires, dont la moitié désignée par le collège employeurs et l'autre moitié désignée à raison de 2 membres par chacune des organisations syndicales de salariés figurant dans la liste ci-dessous et adhérentes ou signataires de l'accord :

La fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif, 179, rue de Lourmel, 75015 Paris ;

Le syndicat national au service des associations du secteur social et médico-social, 47, rue Eugène-Oudiné, 75013 Paris ;

La Croix-Rouge française, 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris ;

Le syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif, 11 *bis*, rue Eugène-Varlin, CS 60111, 75468 Paris Cedex 10 ;

La fédération nationale des syndicats de services de santé et services sociaux CFDT, 47-49, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris ;

La fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE- CGC, 39, rue Victor-Massé, 75009 Paris ;

La fédération santé et sociaux CFTC, 10, rue de Liebnitz, 75018 Paris ;

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT, Case 538, 93515 Montreuil Cedex ;

La fédération des services publics et de santé FO, 153-155, rue de Rome, 75017 Paris ;

La fédération nationale de l'action sociale FO, 7, passage Tenaille, 75014 Paris. »

## Article 2.16

Le paragraphe 5 de la page 10/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Sont membres de l'association de gestion les administrateurs de la FEHAP, du SNASEA, du SOP et de la Croix-Rouge française, ainsi que les membres des délégations régionales de la FEHAP, du SNASEA, du SOP et de la Croix-Rouge française qui forment deux collèges électoraux. Une telle composition donnera à l'association une assise nationale et régionale indispensable au développement d'une nouvelle politique en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés. »

## Article 2.17

Le paragraphe 6 de la page 10/11 de l'accord est modifié dans les conditions suivantes :

« Le conseil d'administration comprendra le collège des administrateurs, désignés par la FEHAP, le SNASEA, la Croix-Rouge française et le SOP, le collège des représentants régionaux de ces quatre organismes, le collège des membres qualifiés et des représentants du comité paritaire, selon la répartition prévue à l'article 6 des statuts. »

## Article 3

Le présent avenant prend effet pour ce qui concerne le SOP à compter de la date de sa signature.

## Article 4

Conformément aux dispositions des articles L. 2261-1, L. 5212-8, R. 5212-15 à R. 5212-18 et D. 2231-2 du code du travail, les parties conviennent de :

- déposer le présent avenant portant adhésion auprès des services centraux du ministre chargé du travail en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique ;
- remettre un exemplaire du présent avenant portant adhésion au greffe du conseil de prud'hommes de Paris ;
- remettre contre récépissé un exemplaire du présent avenant portant adhésion à chacune des parties ;
- remettre un exemplaire du présent avenant portant adhésion au comité paritaire ;
- remettre un exemplaire du présent avenant portant adhésion à l'Association obligation d'emploi des travailleurs handicapés FEHAP, SNASEA, Croix-Rouge française ;
- soumettre dans les meilleurs délais le présent avenant portant adhésion aux procédures légales et réglementaires d'agrément.

Fait à Paris, le 11 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)